

Questions orales

[Français]

LA RÉPARTITION DU FARDEAU FISCAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. On est presque stupéfait par cette dernière réponse. La veuve qui vit seule, qui reçoit \$10,000 par année, doit payer, elle, \$160 de plus, et d'après le *Financial Post*, une personne gagnant \$150,000 par année va payer l'année prochaine \$3,500 de moins en impôt qu'en 1984. Est-ce que cela est juste, monsieur le Président?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Tout ce budget est juste, monsieur le Président.

[Traduction]

Avec notre ensemble de mesures, incluant l'exposé économique et les deux budgets, nous avons fermé diverses échappatoires pour les riches, des échappatoires créées par le précédent gouvernement. Ce sont les gens aux revenus les plus élevés qui vont payer la taxe sur le crédit d'impôt sur les dividendes. Ils paieront cette taxe parce que nous avons mis fin au partage des revenus.

* * *

[Français]

LE BUDGET

LE CRÉDIT D'IMPÔT—LA SITUATION DE CERTAINES FAMILLES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Au sujet de la justice de son budget, elle a vanté les mérites du crédit d'impôt anticipé. Est-ce que la ministre peut nous expliquer comment il se fait que son gouvernement ait laissé de côté 538,000 familles qui reçoivent le plein montant du crédit d'impôt-enfant et qui n'auront pas droit au remboursement anticipé de \$300? Comment se fait-il que son propre gouvernement ait négligé ces familles-là dont la très grande majorité sont des femmes comme chefs de famille monoparentale?

[Traduction]

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je suis vraiment étonnée des remarques que les députés de l'opposition font à propos de notre budget. Hier, ils déclaraient: «Arrêtez les dépenses. Cessez d'augmenter les impôts. Consacrez davantage à l'aide étrangère, à l'expansion régionale et aux conseils de recherches». Par contre, le loyer de leur dette s'est accru de deux milliards de dollars. Comment veulent-ils que le budget soit plus équitable? Veulent-ils que nous réduisions les programmes sociaux? Est-ce bien là ce qu'ils veulent?

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, elle n'avait qu'à taxer les multinationales qui sont ses amies.

ON DEMANDE POURQUOI UNE FAMILLE AYANT UN REVENU DE \$16,000 EST PÉNALISÉE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, est celle-ci: J'aimerais savoir comment la ministre peut justifier que c'est un budget juste, lorsqu'une famille de quatre personnes ayant

un revenu de \$16,000 sera pénalisée et n'aura pas droit au remboursement anticipé et sera obligée de faire affaires avec les escompteurs d'impôt. Comment se fait-il qu'une famille ayant un revenu de \$16,000 est pénalisée?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je suis vraiment étonnée. J'ai dit au député que l'an dernier, sous le gouvernement actuel, le revenu disponible, c'est-à-dire la somme dont les familles canadiennes disposaient après avoir payé leurs impôts, a augmenté sensiblement.

* * *

LES FINANCES

LE PROJET DE CRÉER UNE TAXE DE TRANSACTION

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse également à la ministre d'État (Finances). Elle n'est pas sans savoir que pour la famille moyenne canadienne c'est une farce de payer \$1,305 de plus sous forme d'impôts et de droits, du fait de la politique suivie par son gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. Aujourd'hui, nous apprenons que le gouvernement compte mettre en œuvre une taxe à la valeur ajoutée ou une taxe de transaction. Si le gouvernement entend se servir de l'une de ces deux nouvelles formes d'imposition, ce qui entraînera un nouveau régime fiscal ou une nouvelle bureaucratie, la ministre pourrait-elle garantir aux Canadiens qu'il ne s'agit pas d'une façon détournée de taxer davantage des contribuables qui paient déjà plus que leur part?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, j'ignore ce qui est pire, de l'hypocrisie ou de l'hystérie. Dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances a déclaré qu'il réexaminerait la base de la taxe de vente fédérale dans un document de travail portant sur ce qu'il a appelé, si je ne m'abuse, une taxe de transaction. Il n'y a rien de caché. Il a signalé qu'un document serait rédigé et que nous écouterons tous ceux qui désirent donner leur opinion à ce sujet en temps voulu.

ON DEMANDE LA GARANTIE DE LA MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai demandé à la ministre si cette nouvelle forme d'imposition entraînera une hausse des taxes, en plus du montant de \$1,305 dont j'ai parlé. La ministre peut-elle nous garantir que cette taxe sera sans effet sur les recettes, qu'il s'agira simplement d'élargir le régime fiscal ou d'en établir un nouveau, et non pas d'imposer de nouvelles taxes venant s'ajouter à celles qui existent à l'heure actuelle?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député sait pertinemment que le régime de taxe de vente actuel présente certains problèmes. Dieu sait qu'il les a signalés assez souvent. Nous avons déclaré vouloir améliorer le régime grâce à un document de travail qui sera publié dans le courant de l'année. J'invite le député à formuler ses observations à ce sujet à ce moment-là.